



Biodiversité & changements globaux

Ce document est la transcription révisée et chapitrée d'une vidéo du MOOC UVED « Biodiversité et changements globaux ». Ce n'est pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots et l'articulation des idées sont propres à l'intervention orale de l'auteur.

Les acteurs de l'adaptation aux changements globaux

Denis COUVET

Professeur, MNHN

Je vais vous parler de la position des acteurs sociaux face à l'enjeu de biodiversité. La question est de savoir quels sont les acteurs qui sont les plus importants et les plus à même de faire une différence et de changer durablement et de manière importante la dynamique de la biodiversité. Il y a 3 manières d'aborder le problème.

1. Le fonctionnement des sociétés

La première manière est de s'interroger sur comment fonctionnent les sociétés. Cette question extrêmement complexe, assez curieusement, a été assez peu abordée par les scientifiques et les universitaires. Récemment un philosophe remarquait qu'il faudrait développer un pan de la philosophie, autour de la philosophie des sociétés. Comment fonctionnent les sociétés, ça suppose de savoir finalement quelle est la morphologie des sociétés. Comment cela fonctionne du niveau local au niveau global, au niveau planétaire au niveau local, comment interagissent l'État, les entreprises et la société civile. Par rapport à cette question il y a 2 conceptions radicalement opposées.

La première est la position que l'on peut résumer autour des conventions internationales, dont est emblématique l'accord de Paris. Vous auriez une élite composée d'experts un peu omniscients, qui finalement comprennent comment fonctionne la société humaine, et donc sont à même de changer les règles de manière à ce que ce fonctionnement soit changé

durablement, par exemple de manière à atténuer le réchauffement climatique ou à mieux préserver la biodiversité. La métaphore qu'on prend en premier c'est un peu celle du jeu d'échecs, où effectivement ces experts comprennent un peu comment sont les interactions, et du coup ont placé leurs pièces de manière à ce que le jeu se déroule de la manière dont elle est souhaitée, et puis pas de la manière qu'on veut éviter.

L'autre manière de considérer le fonctionnement des sociétés est radicalement opposée. C'est un peu la métaphore de l'éléphant. On considère que finalement la société humaine est extrêmement complexe, et que tout expert, aussi intelligent soit-il, bien qu'il ait accumulé autant de connaissances qu'il puisse, ne voit finalement qu'une petite partie du système. C'est ce qu'on appelle le perspectivisme. Chaque expert, chaque État, chaque entreprise, finalement n'est à même que de comprendre une petite partie du système. La dynamique du système de l'ensemble de la planète est le résultant de tout un ensemble d'interactions, où interagissent tout un ensemble d'États, mais aussi 7 milliards d'individus, dans ce qu'on appelle la multitude.

2. L'impulsion des sociétés

La deuxième manière d'aborder cette question des acteurs face à l'enjeu de biodiversité est de s'interroger sur comment se détermine la dynamique des sociétés, sur qui détermine l'impulsion. Est-ce que ce sont les États, les entreprises, la société civile, par exemple les ONG environnementales, qui vont faire la différence et faire que la dynamique va changer ? Ou bien, de manière encore un peu plus pragmatique, s'agit-il des marchés, des producteurs et des consommateurs ? Qui a le pouvoir ? Est-ce que ce sont les producteurs qui imposent finalement aux consommateurs ce qu'ils vont consommer, parce qu'ils ne leur offriront qu'une typologie, qu'un échantillonnage d'un choix limité de produits, ou bien est-ce qu'inversement les consommateurs en changeant leur préférence, vous imposent toute une série de modifications finalement au producteur ? C'est ce qui semblerait être le cas actuellement dans le cadre du système alimentaire.

Les interactions sont aussi à l'échelle des gouvernements et des électeurs. Les électeurs imposent des changements au sein des gouvernements, après les gouvernements ont des mandats donc on voit imposer toute une série de changements, mais restent à la merci des électeurs et aussi des citoyens. On a donc tout un système en interaction, où finalement l'influence de chaque électeur n'est pas évidente à déterminer. Chacun est à même de faire une différence, surtout s'il sait où est-ce qu'il se place, mais chacun peut éventuellement aussi avoir une idée des limites de ses possibilités et aussi quel est l'ensemble des possibles en interagissant, de manière plus ou moins intelligente, avec les autres acteurs. On peut aussi développer des coalitions, par exemple les circuits courts, typiquement les AMAP, ce sont des coalitions entre les producteurs et les consommateurs.

3. Ce que change la biodiversité

La troisième manière d'aborder cette question des acteurs sociaux face à l'enjeu de biodiversité est de s'interroger sur ce que change l'irruption de la biodiversité, de sa dégradation, ou du réchauffement climatique, au jeu entre les acteurs. De ce point de vue-là, on peut dire que jusqu'à présent on négociait avec la nature, c'est-à-dire qu'on développait les activités humaines aux dépens de la nature. Tout le monde en était content parce que finalement ça fournissait des rentes ou des gains supplémentaires. Mais là où la dynamique des sociétés devient radicalement différente c'est que maintenant on ne peut plus tellement négocier avec la nature. La nature a un certain nombre de limites, que les 7 milliards d'humains sont en train de percevoir, et à partir de là la négociation entre les acteurs devient beaucoup plus difficile parce qu'ils ne peuvent plus s'étendre aux dépens de la nature. Alors le fait qu'il faille maintenant ne plus tellement négocier avec la nature, ça se décline de tout un ensemble de manières, et ça a des impacts très importants sur le jeu social, et je rappellerai 3 conséquences qui sont importantes.

La première conséquence interroge l'extension possible des activités marchandes par rapport aux activités non marchandes, qui sont des services communs ? Ces services communs sont d'ordre environnemental. Ils concernent les services écosystémiques de régulation environnementale qui sont la régulation du climat, la qualité de l'eau et de l'air, ou encore la pollinisation, qui actuellement sont des services qui sont non marchands. La question se pose de comment les sociétés arbitrent entre des activités marchandes d'exploitation, telles que l'agriculture ou les activités minières, et comment elles assurent un équilibre par rapport aux activités non marchandes, telles que les services de régulations environnementales, dont je viens de parler. Comment assurer finalement une meilleure gestion des communs.

La deuxième conséquence est l'irruption de la question sociale face à l'enjeu de biodiversité, à travers le problème des inégalités, et notamment des inégalités nord-sud. Jusqu'à récemment, les pays du Nord ont développé leur consommation, notamment en transférant leurs activités les plus polluantes, qui avaient le plus d'impacts sur la biodiversité ou le climat, vers les pays du sud, où on atteint les limites. C'est-à-dire que les pays du Sud aussi commencent à préserver la biodiversité, à se préoccuper du réchauffement climatique, donc ce transfert des pays riches vers les pays pauvres n'est plus tellement possible, et de la même manière au sein des pays riches, ou à l'ensemble des pays, on constate que les inégalités sociales se traduisent aussi par le fait que les plus pauvres, les plus vulnérables, sont aussi les plus exposés aux dégradations environnementales.

La troisième question qui se pose par rapport à cette question des acteurs du changement global concerne les effets de report. Ces effets de report font que lorsqu'on va développer un surcroît de consommation, notamment en faveur des plus pauvres, parce qu'il s'agit de rééquilibrer aussi les niveaux de vie, ce report possible devient difficile parce

qu'effectivement la planète commence à être saturée. A partir de là on ne peut plus tellement développer d'activité dans des écosystèmes qui seraient exploitables sans dommage pour l'humanité.